

Intervention par le Général Henri Bentégeat

CONFERENCE SUR LA PESD A BERLIN
30 JANVIER 2007

La politique européenne de sécurité et de défense arrive dans moins de deux ans au terme de sa première décennie. Le semestre de la présidence de l'un des plus importants pays de l'Union européenne est une occasion que vous avez su saisir au cours de ce séminaire, et je tiens à saluer la qualité de vos travaux pour faire un bilan **sans concession mais aussi sans complexe** de ce que nous avons accompli depuis la réunion de Saint-Malo et le sommet de Cologne. Dresser un **bilan** mais aussi dessiner une **perspective** car si nous n'explorons pas l'avenir, notre présent ne sera toujours qu'un passé.

La vision que j'exprime devant vous est d'abord celle des **chefs d'Etats-majors** des Etats-membres de l'Union, puisque mes fonctions de président du comité militaire m'en font le porte-parole.

Avant tout, je voudrais que vous gardiez à l'esprit que la première préoccupation d'un chef d'état-major est d'obtenir, sur le terrain, les **succès militaires** que l'autorité politique escompte, avec le **coût humain le plus faible** possible. La vie d'un seul de ses soldats représente le bien le plus précieux à ses yeux et il en assume l'entière responsabilité en opérations. Et c'est bien l'économie générale de l'opération qui, en s'appuyant sur une **planification** précise et complète, sur des **moyens militaires** adaptés à la mission et sur des **chefs** désignés pour leur aptitude et leur engagement personnel, conduira au succès dans les meilleures conditions.

Quel est l'état des lieux aujourd'hui ?

L'Union a conduit **quatre opérations militaires**¹ depuis quatre ans. Ces opérations, dont une, Althea est toujours en cours, ont été ou sont en passe d'être des **succès**. Bien sûr, elles ont été d'un niveau **modeste dans leur ampleur**, tant en raison du volume de troupes engagées qu'en raison des objectifs recherchés. Mais un fait est là : pour chacune des trois opérations déjà achevées, l'Union a fixé un objectif politique et l'instrument militaire l'a atteint dans les délais impartis. Je pourrais résumer cela en disant que **dans la mise en œuvre de l'instrument militaire, l'UE dit ce qu'elle fait, fait ce qu'elle dit et le fait plutôt bien**. C'est évidemment un premier motif de satisfaction.

¹ Concordia, Artémis, Althéa, EUFOR RD Congo

Ma seconde remarque concerne plus particulièrement **les moyens militaires** de l'Union. Et j'englobe dans ce terme toutes les capacités qui concourent à l'intervention elle-même : la planification, les équipements et les hommes.

Pour les opérations que l'Union a conduite seule, Artémis et plus récemment EUFOR RD Congo, la **planification** a été réalisée en coopération étroite entre l'état-major de l'UE, le quartier général de l'opération (OHQ) et, pour les besoins de son niveau, le quartier général de la force engagée (FHQ). Ces dispositions ne soulèvent pas de difficulté a priori mais on a bien vu que **l'élongation géographique** entre le centre de décision politique, à Bruxelles, les planificateurs militaires de l'OHQ, et ceux du théâtre d'opérations ne facilite pas les échanges. Cette élongation pourrait un jour être à l'origine d'incompréhensions et ne simplifie pas la coopération civilo-militaire. Enfin, et c'est sans doute le point le plus important, n'oublions pas que les OHQ, qu'ils soient nationaux ou de l'OTAN, ont souvent **d'autres activités opérationnelles**, autres que celles de l'Union, à conduire.

La **génération de forces** reste aussi une préoccupation de première importance. Pour qu'un Etat-membre fournisse des troupes ou des équipements majeurs à une opération de l'UE, il faut deux conditions : qu'il considère qu'il retirera un bénéfice politique de sa participation et qu'il dispose de la ressource. Or les pays européens sont aujourd'hui très fortement sollicités en raison de la multiplication des crises. Reconnaissons, par ailleurs, que nous avons des **lacunes importantes** qui sont connues, en particulier en matière de transport stratégique et de logistique commune.

Pourtant, je reste profondément optimiste car nous avons fait un **progrès significatif** en termes d'organisation, je devrais même dire de **transformation**, avec le concept de **groupements tactiques**. En effet, non seulement ces BGs garantissent à l'UE un **niveau minimum d'intervention** pour répondre à une crise, mais ils sont aussi un vecteur important d'interopérabilité, de culture commune et d'apprentissage à toutes les contraintes, militaires et même politiques, de la réponse rapide à une situation d'urgence. A tout cela, il faut ajouter le travail de fond auquel nous procédons à travers la poursuite du processus HLG 2010 qui doit nous permettre d'identifier nos insuffisances, de limiter nos duplications et d'innover en matière d'organisation en recherchant une meilleure mutualisation de nos capacités. Vous l'avez bien compris, le bilan que je tire aujourd'hui, sur le plan militaire, de huit années de politique européenne de sécurité et de défense est **positif**. Peut-être me trouverez-vous exagérément optimiste mais comme Aragon, je préfère "juger les phares à leur clarté plutôt qu'à l'ombre qui tourne autour d'elle".

Prospective

Devons-nous pour autant nous arrêter là ? Sûrement pas.

Ma première préoccupation pour l'avenir est de démontrer, en opérations, la **pertinence** du travail accompli depuis les trois dernières années. Nous avons

déclaré la pleine capacité opérationnelle du concept de **Groupements tactiques** au 1er janvier 2007. La crédibilité de ce concept de réponse rapide repose sur notre **volonté et notre capacité à engager** tout ou partie des BGs d'astreinte si une crise se présente prochainement et nécessite l'usage rapide de l'instrument militaire. Et, de ces deux termes, le plus important vous le devinez est la volonté, volonté politique mais aussi volonté militaire, souvent plus décisive qu'on ne le croit. Car les difficultés inhérentes à tout lancement d'une opération et les lacunes que j'évoquais précédemment constitueront des freins qui, à mon sens, ne doivent pas être déterminants. Si nous n'engageons pas de BG en opérations dans les deux années qui viennent, leur crédibilité et celle de l'U.E. en seront sérieusement affectées.

Nous avons également déclaré la pleine capacité opérationnelle du **centre d'opérations**. L'exercice Milex 07 qui se déroulera en juin prochain a pour objectif de tester le bon fonctionnement de ce centre, dans ses tâches principales, pour la conduite d'une opération militaire. Lorsque ce test aura été validé, nous disposerons, avec l'OpCenter d'une troisième voie de commandement des opérations de l'UE, après les OHQ nationaux et le recours aux moyens collectifs de l'OTAN. Il conviendra, bien sûr, de confier sans trop tarder à l'OpCenter la responsabilité stratégique d'une opération. Chacun connaît les **avantages** de ce centre : disponibilité permanente pour l'Union européenne, synergie civilo-militaire, unicité de lieu entre la décision politique et le commandement stratégique. On en sait aussi les limites liées à ses capacités de dimension modeste².

Ces considérations me conduisent vers le deuxième axe de progrès que je vois à très court terme : les mesures d'organisation, post-Hampton Court, évoquées devant vous par M. Solana. C'est une évidence de souligner que les crises auxquelles nous devons faire face aujourd'hui ne peuvent être résolues par l'emploi de la force militaire seule. **L'instrument militaire**, qui a pour mission de restaurer la sécurité dans un pays en crise, doit pouvoir s'appuyer sur des **instruments civils**, seuls capables de rétablir l'Etat de droit et d'offrir une perspective de long terme aux populations pour les détourner de la tentation de la violence.

Cette nouvelle manière d'agir, en synergie intelligente entre les militaires et les civils est certainement le chantier sur lequel nous devons faire porter notre effort dès maintenant. Cela passe par **l'adaptation des structures** mais aussi par **l'évolution des cultures**. Il faut que désormais, nous soyons capables de déployer rapidement et peut-être ensemble, selon les circonstances, un BG et une CRT, de conduire leurs actions à travers des chaînes de commandement clairement définies et de mettre en place, à chaque niveau, les moyens d'un dialogue permanent, constructif et solidaire entre civils et militaires.

² OpCenter = 89 personnes ; OHQ = de 150 à 200 personnes ; SHAPE = 1000 personnes

Enfin, le troisième dossier qui me paraît fondamental si nous voulons vraiment donner à l'Union les moyens d'assurer sa sécurité, c'est celui de la **lutte contre les trafics**. Je me limiterai ici à évoquer l'importance des travaux engagés sur la dimension maritime de l'Union pour des Etats membres qui doivent faire face à un problème commun de surveillance des côtes, de trafics de drogues, d'émigration clandestine et de pollution avec une forte implication des moyens militaires.

Je livre tout cela à votre réflexion. Je conclurai ce tour d'horizon des aspects militaires de la P.E.S.D. en rappelant qu'il y a quatre ans, la politique européenne de sécurité et de défense n'existait qu'à travers ses structures bruxelloises. Depuis, elle peut s'enorgueillir d'avoir conduit ou lancé près d'une vingtaine d'opérations ou de missions à travers le monde. Elle l'a fait avec ses partenaires, en particulier les Nations Unies et l'OTAN avec lesquels un dialogue étroit reste indispensable. Mais l'Europe de la défense est une réalité. **Une réalité qu'il faut faire vivre** pour lui donner toute sa dimension, une dimension adaptée aux défis de sécurité de demain. Je crois, comme William Shakespeare, que "le passé n'est qu'un prologue" (*Past is nothing but a prologue*).